



Conseil économique et social

Distr. générale
7 novembre 2007
Français
Original : anglais

**Comité chargé des organisations
non gouvernementales**
Session ordinaire de 2008
21-30 janvier 2008

**Rapports quadriennaux pour la période 2003-2006
présentés par des organisations non gouvernementales
dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique
et social par l'intermédiaire du Secrétaire général,
en application de la résolution 1996/31***

Note du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
1. CARE International.	2
2. Conseil international pour l'étude des droits de l'homme	7
3. Fondation Oasis Open City.	11
4. Organisation des capitales et villes islamiques.	16
5. Forum économique mondial.	20

* Les rapports présentés par les organisations non gouvernementales ne sont pas revus par les services d'édition.



1. CARE International

(Statut consultatif général, 1991)

I. Introduction : buts et objectifs de CARE International

CARE International a continué de promouvoir les options permettant de surmonter la pauvreté et de pérenniser le changement en renforçant les capacités d'entraide; en offrant des possibilités économiques; en portant secours dans les situations d'urgence; en influant sur la prise de décisions à tous les niveaux et en s'attaquant à la discrimination sous toutes ses formes. CARE International est une confédération de 12 membres nationaux, avec des bureaux dans les pays suivants : Allemagne, Australie, Autriche, Canada, Danemark, États-Unis d'Amérique, France, Japon, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et Thaïlande. Cette organisation est active dans plus de 65 pays en Afrique, en Asie, en Europe orientale, au Moyen-Orient et en Amérique latine. En outre, elle est toujours membre du Comité permanent pour l'action humanitaire, du Comité de l'ONG sur le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et de divers consortiums d'ONG, au Siège ainsi qu'au niveau des régions et des pays.

II. Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

i) Participation aux réunions du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires ainsi qu'aux conférences et autres réunions des Nations Unies

En 2005, CARE International a déplacé son siège de Bruxelles à Genève et maintenu à plein temps une représentation à New York et Bruxelles. Ces bureaux ont tenu des réunions régulières avec le Bureau des Nations Unies de coordination des affaires humanitaires, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), fourni des services de consultants pour le débat annuel du Conseil économique et social sur les affaires humanitaires, et soumis des questions qui ont été examinées par le Groupe du Comité permanent interorganisations, ainsi que des sujets d'intérêt pour les gouvernements donateurs du Groupe de coordination de l'assistance humanitaire. En outre, CARE International a envoyé des représentants en tant qu'observateurs et acteurs à des réunions et conférences des Nations Unies pendant la période à l'examen, notamment aux suivantes :

- 1. Réunions humanitaires mensuelles du Bureau des Nations Unies de coordination des affaires humanitaires/Interaction à New York, 2003-2006.**
- 2. Assemblée générale des Nations Unies 2006, Réunion de haut niveau sur le sida, à New York, du 31 mai au 2 juin 2006.** La délégation de CARE International, composée de membres venus d'Afrique, d'Europe et des États-

Unis d'Amérique, a publié un rapport qui analysait le rôle de la société civile dans l'évaluation des progrès accomplis depuis la manifestation organisée le 31 mai, lors de la session spéciale de l'Assemblée générale de 2001, sur le thème « Code de bonnes pratiques des ONG intervenant dans la lutte contre le VIH/sida »; le 31 mai 2006, Millicent Obaso, conseiller de CARE International pour le VIH/sida en Afrique orientale et centrale, a été choisi pour faire une déclaration à l'Assemblée générale réunie en séance plénière; il a travaillé avec des ONG et des partenaires gouvernementaux afin d'inclure un texte qui apparaît dans l'article 28 de la Déclaration finale, assurant que l'accès aux aliments nutritifs est reconnu comme facteur de prévention du VIH, comme moyen d'assurer aux personnes vivant avec le VIH des conditions d'existence acceptables et comme élément propice au traitement par les antirétroviraux.

3. **Quarante-neuvième session de la Commission de la condition de la femme**, du 28 février au 11 mars 2005 à New York. La délégation de CARE International a accueilli une table ronde internationale sur la violence fondée sur le sexe, présidée par l'Ambassadeur de Norvège en République démocratique du Congo, chargé des droits de l'homme.

ii) **Coopération avec les organismes et/ou les institutions spécialisées des Nations Unies au Siège et/ou sur le terrain**

CARE International a réalisé de nombreux projets de secours d'urgence et de développement dans les domaines de la coopération et des relations contractuelles avec de nombreuses institutions spécialisées des Nations Unies : HCR, PAM, PNUD, FNUAP et UNICEF. Par exemple :

- Organisation en coopération avec le PAM de programmes de formation à l'aide alimentaire d'urgence et à l'agriculture, notamment en Indonésie, au Malawi et au Niger;
- Organisation avec le FNUAP de programmes d'assistance et d'éducation en matière de planification de la famille, notamment au Cambodge, au Mozambique et au Vietnam;
- Collaboration avec le PNUD au Bangladesh, en Haïti et en République-Unie de Tanzanie pour la programmation d'activités de relèvement en période post-conflictuelle, de systèmes de services bancaires et de crédit de village et de services sociaux en faveur de l'enfance;
- Réalisation en coopération avec le HCR et le Bureau pour la coordination des affaires humanitaires en Albanie et au Kenya, et avec l'Organisation mondiale de la santé au Bangladesh, de programmes concernant la gestion des camps de réfugiés, la logistique, la distribution de vivres et de combustibles, l'assainissement, la santé maternelle et infantile et la santé génésique, l'aide aux rapatriés et la réinstallation des réfugiés;
- Partenaire de l'UNICEF au sein du Réseau Better Care pour prêter assistance aux familles touchées par le VIH/sida en assurant le placement approprié des enfants, en encourageant les arrangements de tutelle et d'adoption et en apportant du soutien aux familles d'accueil, avec le suivi nécessaire.

iii) Initiatives lancées à l'appui des normes de développement convenues à l'échelle internationale, en particulier les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et l'Éducation pour tous (EPT)

CARE international a continué de privilégier les activités programmatiques pour promouvoir les progrès dans la réalisation des OMD dans toutes les régions où elle est active. On trouvera ci-après un *échantillon* des actions menées dans le monde entier, dans des dizaines de pays :

Objectif 1, cible 2

Réduire de moitié la proportion de la population qui souffre de la faim

En 2005, CARE International a aidé à répondre aux besoins urgents d'alimentation de plus de 48 millions de personnes dans différents pays, notamment : Cambodge, Éthiopie, Haïti, Mozambique, Sri Lanka et Yémen.

Objectif 2, cible 3

Donner à tous les enfants, garçons et filles, partout dans le monde, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires

En 2004, les programmes de CARE International dans le monde entier ont permis à près de neuf millions d'élèves, essentiellement des filles, d'accéder à des écoles et à une éducation de meilleure qualité, en formant des enseignants et en intensifiant la participation communautaire dans des pays tels que le Niger, le Honduras et le Salvador.

Objectif 4, cible 5

Réduire des deux tiers la mortalité des enfants de moins de 5 ans

En 2002, plus de 1,5 million de jeunes enfants ont été vaccinés contre la variole avant leur premier anniversaire, et la santé de près de 2 millions d'enfants a été renforcée à l'aide de suppléments nutritifs (vitamine A et folate de fer) dans le cadre de projets CARE mis en œuvre notamment en Éthiopie, au Népal, en Sierra Leone et au Yémen.

Objectif 5

Améliorer la santé maternelle

En 2005, CARE International a aidé près de 31 millions de mères et enfants à accéder plus facilement à de meilleurs services de santé dans des pays tels que l'Éthiopie, le Guatemala et le Népal.

Objectif 6, cible 7

Avoir stoppé la propagation du VIH/sida et commencé à inverser la tendance actuelle

En 2004, grâce à CARE International et à nos partenaires, plus de sept millions de personnes ont reçu des informations aux fins de la prévention de la propagation du VIH/sida dans des pays tels que Haïti, le Mali et l'Ouganda; une assistance a été apportée aux orphelins du Rwanda. Par ailleurs, des mesures de sécurité alimentaire et des programmes de nutrition ont été mis en œuvre en faveur des personnes touchées par le VIH/sida au Malawi et en Zambie.

Objectif 7, cible 9**Intégrer les principes du développement durable dans les politiques nationales et inverser la tendance actuelle à la déperdition de ressources environnementales**

En 2005, les programmes de CARE International ont contribué à la formation de 21 millions de personnes dans des domaines d'activité touchant à l'agriculture et à la gestion des ressources naturelles dans des pays tels que la Bolivie, le Burundi et le Tadjikistan. Les programmes se sont poursuivis au-delà de la période à l'examen.

Cible 10**Réduire de moitié, d'ici à 2015, le pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau de boisson salubre**

En 2003, CARE International a permis à 1,1 million de personnes d'accéder à un approvisionnement suffisant en eau potable dans des pays comme la Bolivie, la Jordanie et le Togo.

III. Activités de soutien aux principes convenus à l'échelle mondiale

1. Le Congrès international sur le sida [du 13 au 18 août 2006, à Toronto (Canada)] où des délégués de plus de 65 bureaux de membres et bureaux de pays de CARE International ont participé à plus de 30 manifestations.
2. La Campagne mondiale contre la faim menée par CARE Australia a fait fond sur la Journée mondiale de l'alimentation de 2005 pour lutter contre la faim et la malnutrition dans les pays en développement, en partenariat avec le PAM et les Brumby Bakeries, dans le but d'éduquer 240 000 étudiants sur ces questions.
3. Le 28 mars 2005, le Secrétaire général de CARE International a rencontré Kofi Annan pour discuter de la crise humanitaire au Darfour.
4. Le 22 juin 2004, le Secrétaire général de CARE International a fait une déclaration devant le Conseil de sécurité des Nations Unies sur la consolidation de la paix, à l'invitation du Gouvernement des Philippines (ce pays assurait la présidence du Conseil pendant le mois de juin).
5. Le Secrétaire général de CARE International a rencontré des fonctionnaires de haut rang des institutions et missions des Nations Unies pour discuter des questions humanitaires qui se posent en Afrique et en Asie : octobre 2003, juin et octobre 2004, mars et octobre 2005 et avril 2006.
6. En juillet 2006, CARE International a lancé son « Initiative sur la pauvreté et le changement climatique » visant à atténuer les effets du changement climatique sur les pauvres dans le cadre des activités programmatiques qu'il déploie à l'échelle mondiale.

7. Conférence internationale sur le logement (16 et 17 novembre 2006), CARE International a été l'un des partenaires dans le vaste déploiement de secours orchestré par les Nations Unies pour l'approvisionnement en eau, l'assainissement et la fourniture de logements et d'autres formes d'assistance à des centaines de milliers de communautés sinistrées, notamment en Inde, en Somalie et au Sri Lanka.

2. Conseil international pour l'étude des droits de l'homme (ICHRP)

(Statut consultatif spécial : 2003)

Partie I

Introduction : buts et objectif de l'organisation

Le Conseil international pour l'étude des droits de l'homme a été créé en 1998 pour mener des recherches pratiques sur les dilemmes et les problèmes auxquels sont confrontées les organisations actives dans le domaine des droits de l'homme.

Partie II

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

i) Participation aux réunions du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires ainsi qu'aux conférences et autres réunions des Nations Unies

1. **Corruption** : Conférence des Nations Unies sur les mesures anticorruption, convoquée par le Haut-commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) et le Gouvernement de la Pologne, les 8 et 9 novembre 2006, à Varsovie (Pologne) : le Directeur exécutif du Conseil international était le rapporteur de la Conférence. Par ailleurs, l'ICHRP conduit actuellement un projet d'étude sur la corruption et les droits de l'homme.

2. **Conseil des droits de l'homme** : Du 7 avril au 4 juillet 2005, le Conseil international pour l'étude des droits de l'homme a publié cinq documents sur la réforme de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies (documents Flowerhill) en consultation avec les rapporteurs spéciaux des Nations Unies, les experts des Nations Unies et le personnel du HCDH. Il a participé à la session d'ouverture du Conseil des droits de l'homme, tenue du 19 au 30 juin 2006 à Genève (Suisse), et à trois réunions officielles, convoquées par le Gouvernement helvétique le 2 mai et le 7 juin 2005 ainsi que le 28 août à Lausanne (Suisse) pour discuter de la création du Conseil des droits de l'homme.

3. **Institutions nationales des droits de l'homme (INDH)** : En 2005, l'INDH a copublié le rapport intitulé *Évaluer l'efficacité des institutions nationales des droits de l'homme* avec le HCDH, pour lequel le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a écrit la préface. L'ICHRP a participé à une table ronde sur le rôle des INDH en situation de conflit et de post-conflit, organisée par la Commission des droits de l'homme de l'Irlande du Nord et le HCDH à Belfast (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) les 22 et 23 juin 2006. L'ICHRP a participé à un séminaire sur les INDH organisé par le HCDH, pour y discuter des Principes de Paris, les 10 et 11 décembre 2003 au Palais Wilson, à Genève (Suisse).

4. **Droits de l'homme et accords de paix** : Un rapport de l'ICHRP intitulé « Négocier la justice? Droits humains et accords de paix » a été publié à Berne (Suisse) le 5 avril 2006 à une réunion parrainée par les Gouvernements suisse et

norvégien, pour laquelle le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme tenait le rôle de rapporteur. Le rapport portait sur les négociations de paix, notamment sur plusieurs missions de paix des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine, au Burundi, au Cambodge, au Guatemala, en Irlande du Nord, au Mozambique, au Salvador et en Sierra Leone.

5. **Les entreprises et les droits de l'homme** : L'ICHRP a participé à une consultation du HCDH consacrée au projet de normes sur la responsabilité en matière de droits de l'homme des sociétés transnationales et autres entreprises, qui a eu lieu le 22 octobre 2004 au Palais des Nations, à Genève (Suisse).

6. **Discrimination raciale** : L'ICHRP a présenté ses activités à l'Atelier sur le racisme, organisé par le HCDH et l'UNESCO à Paris (France) les 19 et 20 février 2003. Il a présenté le document intitulé *Media and the problem of racism* (E/CN.4/2003/WG.20/Misc.5) devant le Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine, à sa troisième session, tenue le 6 octobre 2003 au Palais des Nations, à Genève (Suisse).

7. **Défenseurs des droits de l'homme** : Le Directeur exécutif a été rapporteur aux deuxième et troisième réunions des Défenseurs des droits de l'homme, organisées par l'ONG Frontline à Dublin (Irlande) du 10 au 13 septembre 2003 et du 13 au 15 octobre 2005, et à deux réunions d'ONG européennes actives dans le domaine des droits de l'homme, convoquées par la présidence irlandaise de l'Union européenne le 12 mai 2004 et par la présidence néerlandaise de l'Union européenne les 9 et 10 décembre 2004 à la Haye (Pays-Bas).

8. **Exposés devant le HCDH, à Genève (Suisse)** : L'ICHRP a présenté les conclusions de son rapport intitulé *Crime, ordre public et droits humains* au personnel du HCDH le 2 avril 2003; et les conclusions de son rapport intitulé *Améliorer l'accès aux droits humains* le 28 septembre 2004.

9. **Le 9 octobre 2003, à Genève (Suisse)** : Le personnel de l'ICHRP a aidé le secrétaire et deux commissaires du Groupe de personnalités éminentes sur les relations entre l'ONU et la société civile (Groupe Cardoso) à rencontrer des ONG à Genève, au Service international pour les droits de l'homme.

10. **Forum social (des Nations Unies)** : Le Directeur exécutif s'est exprimé sur le thème « New tools of accountability » (nouveaux instruments de suivi des responsabilités) le 22 juillet 2005 au Palais des Nations Unies, à Genève (Suisse).

ii) **Coopération avec les organismes et/ou les institutions spécialisées des Nations Unies au Siège et/ou sur le terrain**

1. **Migrations** : En 2005, l'ICHRP a donné des conseils techniques à la Commission mondiale sur les migrations internationales. Il réalise actuellement une étude sur le statut des migrants en vertu des traités des Nations Unies, de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et de ses deux protocoles additionnels, l'un contre le trafic illicite de migrants, et l'autre visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes. Les chercheurs de l'ICHRP ont interviewé du personnel de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime à Vienne (Autriche) et, en 2005, a réalisé des études en Albanie, en Italie, en Malaisie, au Maroc et au Royaume-Uni.

2. **Institutions nationales de droits de l'homme (INDH) :** L'ICHRP a participé à la VII^e table ronde internationale des médiateurs de l'Europe orientale et de la CEI (Communauté d'États indépendants), organisée par le Centre régional du PNUD à Bratislava du 18 au 22 novembre 2005, à Karlovy Vary (République tchèque), et à la XV^e session du Comité international de coordination des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (CIC), tenue le 14 septembre 2004 à Séoul (République de Corée).
3. **Santé :** Le Directeur exécutif de l'ICHRP a préparé un document intitulé *Issues that arise between governments when developing a multilateral response to a potential outbreak of pandemic influenza and the ethical standards for WHO* (les questions sur lesquelles doivent se concerter des gouvernements amenés à élaborer une riposte multilatérale en cas de grippe potentiellement pandémique et les normes de déontologie selon l'OMS) à l'intention de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) (décembre 2005, et de juin à septembre 2006) et assisté à une conférence sur la pandémie, convoquée par l'OMS le 14 septembre 2006 à Genève (Suisse).
4. **Établissement de normes relatives aux droits de l'homme :** Publication du rapport intitulé *Human Rights Standards: Learning from Experience*, à Genève (Suisse) le 26 septembre 2006, écrit en coopération avec la Commission internationale des juristes et avec le Service international pour les droits de l'homme. Ce rapport présente l'historique des normes établies en matière de droits de l'homme. L'ICHRP a organisé des stages de formation sur l'activité normative dans le domaine des droits de l'homme, le 12 octobre 2006 à Lisbonne (Portugal) et le 27 novembre 2006 à Montevideo (Uruguay), et deux réunions d'experts à Genève (Suisse) pour discuter de cette question. Les 30 et 31 mai 2006, à Mexico (Mexique), le Directeur de recherche de l'ICHRP était conseiller technique à une réunion convoquée par le Gouvernement mexicain pour débattre sur l'élaboration d'un protocole facultatif se rapportant aux droits économiques, sociaux et culturels.
5. **La pauvreté et les droits de l'homme :** Le personnel de l'ICHRP a participé, le 2 août 2006, à un atelier sur la pauvreté et les droits de l'homme à Santiago (Chili). L'ICHRP a présenté des documents sur la pauvreté, le développement et les droits de l'homme à une conférence de l'UNESCO sur la pauvreté et les droits de l'homme, tenue à Paris (France) les 18 et 19 octobre 2004, ainsi qu'à d'autres manifestations. Par ailleurs, cette ONG conduit actuellement des études sur la pauvreté et les droits de l'homme sur la base d'observations menées sur le terrain au Bangladesh, en Bolivie, au Chili, au Ghana et en Thaïlande.
6. **Décentralisation et droits de l'homme :** En 2005, l'ICHRP a publié des rapports sur la décentralisation et les droits de l'homme sur le thème : *Local Governments and Human Rights: Doing Good Service*, dont le PNUD a financé le résumé en langue russe et à la diffusion desquels il a contribué. Il a présenté ces rapports à un atelier sur la décentralisation organisé par le PNUD à Damas (République arabe syrienne) en décembre 2004.
7. **Quarantième Conférence anniversaire de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement** à Genève (Suisse), tenue les 20 et 21 avril 2004, avec la participation de l'ICHRP.
8. **Consultation d'ONG concernant le programme de l'UNESCO dans le domaine des droits de l'homme**, menée les 22 et 23 mai 2003 à Paris (France), avec la participation de l'ICHRP.

9. **Sommet mondial sur la société de l'information** : L'ICHRP a présenté son rapport *Journalism, medias and the challenge of human rights reporting* (Le journalisme, les médias et les difficultés à rendre compte sur la situation des droits de l'homme) à une réunion organisée en marge du Sommet, le 12 décembre 2003, à Genève (Suisse).

10. **Séminaire sur les droits de l'homme à Genève** : Entre 2000 et 2005, l'ICHRP a organisé un Séminaire sur les droits de l'homme, le « Wilson's Cat », avec la bénédiction du HCDH, au Palais Wilson, à Genève (Suisse). Rodolfo Stavenhagen, Rapporteur spécial des Nations Unies sur les peuples autochtones (9 avril 2003) s'y est exprimé sur son mandat; Bertrand Ramcharan, Haut-Commissaire par intérim aux droits de l'homme, s'est exprimé sur les défis de la protection internationale des droits de l'homme (26 juin 2003); Mary Robinson, ancien Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (26 novembre 2003), sur la mondialisation; Theo van Boven, Rapporteur spécial des Nations Unies chargé d'examiner la question de la torture (7 avril 2004), sur son mandat; Hina Jilani (23 juin 2004), Représentant spécial des Défenseurs des droits de l'homme, sur son mandat; et Juan Mendez (28 février 2005), Représentant spécial des Nations Unies sur le génocide, également sur son mandat.

11. **UNICEF** : Le Directeur de recherche de l'ICHRP a participé à une réunion de l'UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'enfance) consacrée à une approche de l'éducation axée sur les droits, à Panama City (Panama), le 31 octobre et le 1^{er} novembre 2005.

iii) Initiatives lancées par l'organisation en vue de faciliter la réalisation des objectifs de développement convenus à l'échelle internationale, en particulier les objectifs du Millénaire pour le développement, qui constituent actuellement la base du programme d'action mondial pour le XXI^e siècle

1. Le Directeur exécutif de l'ICHRP a été le facilitateur pour un débat par courrier électronique, convoqué par le PNUD sur les OMD et les droits de l'homme pendant la première moitié de 2006. Il a préparé le premier projet de brochure d'information sur les OMD et les droits de l'homme à l'intention du Centre d'Oslo pour la gouvernance du PNUD (Norvège) et assisté à une réunion convoquée par ce Centre pour discuter des OMD et des droits de l'homme, en septembre 2006.

2. Un séminaire public de l'Overseas Development Institute, tenu le 10 janvier 2005 à Londres (Royaume-Uni) : le Directeur exécutif a présenté un document sur les droits de l'homme et les OMD.

3. Fondation Oasis Open City

(Statut consultatif spécial : 2003)

Partie I

Introduction

L'Open City est le lieu de réconciliation des valeurs culturelles de la société civile : environnement, cohésion sociale, croissance économique et possibilité pour chacun d'accéder aux services, c'est-à-dire un ensemble harmonieux pour la pleine intégration des êtres humains. Notre mission consiste à élaborer des projets, activités et programmes pour améliorer la qualité de vie et permettre aux êtres humains de vivre en harmonie avec la nature et l'environnement et en phase avec la croissance économique.

Le 19 août 2004, la Fondation Open City International (OCIF) a été intégrée, et FOCA est devenu un nouveau membre. Désormais, la Fondation Oasis Open City appartient à un réseau d'organisations avec des ramifications mondiales. Ce réseau d'organisations Open City a de nombreux objectifs et prend des dispositions pour organiser et mobiliser les gens et les ressources locales en faveur du développement intérieur :

- En renforçant le pouvoir décisionnel des citoyens par des actions associatives et collectives afin de sortir d'une situation de dépression socioéconomique;
- En combattant la pauvreté par des mesures propres à stimuler l'emploi et l'égalité des chances;
- En répondant à la demande de qualité de plus en plus insistante en matière de santé et de sécurité, de développement personnel et de loisirs dans les villes; en fortifiant la foi et en développant les connaissances dans le domaine des valeurs et compétences civiques comme source de capital social;
- En pesant sur les décisions, sur la vie individuelle et collective et sur la gouvernance locale dans le sens du développement durable;
- En mobilisant les gens et en leur donnant les moyens d'aspirer collectivement à un avenir durable axé sur la paix, la solidarité et la compréhension en vue d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement.

FOCA a son siège à Curitiba, mais nos projets sont mis en œuvre principalement dans les États brésiliens de Tocantins, Amapá, Amazonas, Rondônia et Alagoas. Nous avons aussi coparticipé à des projets en Afrique (Angola et Mozambique) et en Italie (région de la Sicile), ainsi qu'à des forums au Portugal.

Partie II

Contribution de l'organisation aux activités de l'Organisation des Nations Unies

ECOSOC – Conseil économique et social – Nations Unies

Genève (Suisse)

Du 30 juin au 25 juillet 2003

- A participé au débat de haut niveau et au Forum des ONG, où il a fait une déclaration sur notre projet d'éducation, adopté par 20 écoles dans le sud du Brésil.

Brasilia (Brésil)

Du 3 au 6 novembre 2003

- A organisé et encouragé l'International Forum « Nouveaux moyens de raccrocher les municipalités au développement », tenu à Brasilia (Brésil). Les résultats de ce forum, à savoir la Déclaration de Brasilia, ont été approuvés par le Conseil économique et social, et ses recommandations sont suivies dans plusieurs initiatives internationales et nationales.

New York (États-Unis d'Amérique)

Du 28 juin au 23 juillet 2004

- A participé au débat de haut niveau en faisant une déclaration écrite et orale, présentant le programme prévu pour le Forum Sintra sur la viabilité et les municipalités, et demandant aux membres de faire des suggestions.

Sintra (Portugal)

Les 25 et 26 janvier 2005

- Avec la Fondation Open City International et l'Association portugaise Open City, a contribué à la promotion de l'« Agenda 21 – viabilité et municipalités », manifestation organisée à Sintra (Portugal), dont les résultats – « Lettre de Sintra » – ont été entérinés par le Conseil économique et social.

New York (États-Unis d'Amérique)

Du 29 juin au 27 juillet 2005

- A participé au débat de haut niveau en faisant une déclaration écrite et orale, présentant les résultats obtenus grâce à la Lettre de Sintra, adoptée par 35 municipalités portugaises et utilisée comme référence pour un développement écologiquement rationnel dans d'autres municipalités où nous sommes actifs.

Lisbonne (Portugal)

16 octobre 2006

- A participé à la manifestation « Obtenir des résultats grâce au partenariat », dont la promotion a été faite par l'Association portugaise Open City de Lisbonne (Portugal) et qui a été organisée conjointement avec le Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux [Fonds des Nations Unies pour la démocratie et Section des ONG du Département des affaires

économiques et sociales (DAES)]. À cette manifestation a été présenté LUSONET, un réseau d'ONG de pays lusophones, dont FOCA est l'un des fondateurs.

Fonds international de développement agricole (FIDA), Brasilia (Brésil)

Du 3 au 6 novembre 2003

- A participé à deux sessions de notre forum, respectivement : « New Paths for Connecting Municipalities with Economic Growth » (nouveaux moyens de raccrocher les municipalités à la croissance économique) et « Obtenir des résultats grâce au partenariat ».

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

Du 7 octobre au 20 décembre 2003

- Études pour identifier les facteurs d'échec et de succès sur les questions économiques et sociales communautaires et régionales dans la région amazonienne. Ces études ont mis en évidence la nécessité d'organiser une manifestation, à laquelle des propositions ont été présentées concernant les nouvelles options économiques pour la région.

Du 13 juillet au 11 décembre 2004

- A coopéré avec la Fondation Open City International, coorganisé et cofinancé le premier Forum permanent international sur la « Planification des options économiques et industrielles pour l'Amazonie légale » dans l'État du Tocantins (Brésil). Une manifestation a été organisée pour examiner un choix préétabli de propositions économiques comportant les volets suivants : l'insertion sociale grâce à l'emploi et à l'esprit d'entreprise, et la préservation de l'environnement, une idée qui pourrait être considérée comme une option économique régionale. La Fondation Oasis Open City est le bras exécutant au plan local, et Open City International le coordonnateur pour les questions de financement et les aspects internationaux.
- Avec un vaste partenariat public-privé sous la direction de la Fondation Open City International, a élaboré, à titre de projet pilote, des plates-formes flottantes de pisciculture, gérées par des coopératives de pêcheurs locaux traditionnels (Projet Amazone). Environ 150 communautés appartenant à trois États brésiliens (Tocantins, Amapá et Rondônia) ainsi qu'une communauté bolivienne y ont participé de 2004 à 2007.

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)

- A doté des communautés des États d'Alagoas et de Paraná d'une activité artisanale : conception et orientation spécifique pour la production de produits d'artisanat présentant un attrait pour le marché, l'ensemble s'inscrivant dans le

cadre du projet d'Open City International appelé « ArtHandy », du 7 mars au 24 juin 2006.

- A produit un livre sur l'éducation écologique par référence à la zone d'environnement protégé de Guaraqueçaba dans le sud du Brésil (État de Paraná), du 19 avril au 10 septembre 2005.
- A fait don d'environ 10 000 exemplaires du livre « Uéré de Guaraqueçaba » aux écoles de six États brésiliens (Paraná, Rio de Janeiro, Tocantins, Amapá, Rondônia et Alagoas), qui observent la consigne consistant à donner aux élèves les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires, selon ce que prévoit l'objectif 2 du Millénaire pour le développement. Du 23 mai au 15 juillet 2006.
- A créé quatre bibliothèques dans le cadre du projet « La bibliothèque volante », dans des communautés de quatre États brésiliens (Paraná, Rio de Janeiro, Amapá et Alagoas), qui bénéficient à environ 45 000 personnes.

Activités répondant aux objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 1

Réduction de l'extrême pauvreté et de la faim

Dans le cadre de notre « Projet Amazone », les citoyens des communautés locales ne recevront pas seulement une éducation et une formation; en participant au projet, ils garantiront à leur famille la sécurité alimentaire et un salaire minimum, de sorte que la pauvreté et la faim seront éradiquées dans les zones où le projet sera mis en œuvre. Ce projet vise 1 500 familles vivant en Amazonie légale (*Amazônia legal*) brésilienne. Nous espérons ainsi réduire la proportion de personnes vivant avec moins de 1 dollar par jour en Amérique latine et dans les Caraïbes (8,9 %, selon le dernier rapport des Nations Unies), ainsi que la proportion de personnes souffrant de la faim, soit 12 % de la population de cette région. Quant au projet ArtHandy, ce sont 300 familles qui devraient en bénéficier.

Objectif 2

Assurer l'éducation pour tous

Pour permettre aux enfants, garçons et filles, partout dans le monde, d'achever un cycle complet d'études primaires, nous avons fait don d'environ 10 000 exemplaires du livre « Uéré de Guaraqueçaba » aux écoles de six États brésiliens (Paraná, Rio de Janeiro, Tocantins, Amapá, Rondônia et Alagoas), qui observent la consigne consistant à donner les moyens aux élèves d'aller au terme du cycle primaire. Quatre bibliothèques ont été créées dans les États de Paraná, Rio de Janeiro, Amapá et Alagoas, qui bénéficient à 45 000 personnes. En Amérique latine et dans les Caraïbes, 5 % des enfants ne suivent pas l'enseignement primaire. Au cours de la prochaine période quadriennale, FOCA, avec le soutien déjà apporté par la Fondation Open City International et avec les nouveaux matériaux élaborés dans le réseau, mènera toute une série d'actions.

Objectif 3**Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes**

Avec le Projet Amazone et le Projet ArtHandy, nous visons à réduire la disparité entre les sexes en initiant les femmes à l'esprit d'entreprise, et nous les encourageons à s'engager politiquement au sein de leur communauté.

Objectif 7**Assurer un environnement durable**

Dans tous nos projets, nous avons des préoccupations de viabilité écologique. FOCA intègre les principes du développement durable dans les politiques nationales, et nos projets visent à inverser la tendance à la déperdition de ressources environnementales. Le projet LabPark, qui a été étudié et mis au point ces dernières années et qui sera mis en œuvre dans les années à venir, assurera la préservation de l'environnement et la viabilité écologique dans l'un des écosystèmes les plus menacés d'extinction, à savoir les forêts tropicales atlantiques. Le projet mis en œuvre en Amazonie préserve les poissons amazoniens de l'extinction en offrant à la région une alternative économique et en préconisant un investissement intéressant plutôt que de dévaster la production de soja, par exemple, et de décimer le bétail.

Objectif 8**Mettre en place un partenariat mondial pour le développement**

Oasis Open City fait partie du LUSONET et en a la direction au Brésil. LUSONET est un réseau dérivé du premier forum tenu à Lisbonne sur le thème « Obtenir des résultats grâce au partenariat »; il vise à promouvoir un développement viable et durable par des projets et par la coopération technique et à créer une croissance durable, des emplois de durée indéterminée et une cohésion sociale au profit des personnes résidant dans des zones marginalisées de la CPLP (Communauté des pays lusophones) par la coopération avec d'autres organismes (publics ou non) en Amérique, en Afrique, en Asie, en Europe et en Océanie.

4. Organisation des capitales et villes islamiques

(Statut consultatif général : 1995)

Rapport quadriennal 2003-2006 sur les activités de l'organisation liées à celles de l'Organisation des Nations Unies

Objectifs de l'Organisation des capitales et villes islamiques (OCVI)

1. Préserver l'identité et le patrimoine des capitales et villes islamiques.
2. Réaliser et étendre le développement durable dans les capitales et villes des États membres.
3. Œuvrer à la mise au point de codes normatifs, réseaux et plans urbains globaux favorisant la croissance et la prospérité des capitales et villes islamiques dans le respect de leurs caractéristiques culturelles, environnementales, urbaines, économiques et sociales.
4. Améliorer le niveau des services et équipements collectifs communaux des capitales et villes islamiques.
5. Améliorer et promouvoir les programmes visant au renforcement des capacités des capitales et villes islamiques.
6. Favoriser les échanges entre capitales et villes islamiques sur la base de la cordialité, de la fraternité et de l'amitié.

Manifestations organisées par l'OCVI

- L'OCVI a tenu son huitième Colloque international sur le thème « Stratégies de gestion durable de la ville islamique » à Dubaï (Émirats arabes unis) du 25 au 27 avril 2004. Ce colloque a été organisé en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) et la municipalité de Dubaï.

Manifestations auxquelles l'OCVI a participé

- Un représentant de l'OCVI a assisté à la quarante et unième session de la Commission du développement social sur le thème de la « Coopération nationale et internationale au développement social », tenue au siège des Nations Unies à New York, du 11 au 22 février 2003.
- Un représentant de l'OCVI a assisté à la cinquante-sixième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales sur la sécurité de l'humanité et la dignité humaine : concrétiser la promesse de l'ONU (8-10 septembre 2003), tenue au Siège de l'ONU à New York, du 8 au 10 septembre 2003.
- Un représentant de l'OCVI a assisté à la dixième session de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, tenue à Genève (Suisse) du 1^{er} au 5 septembre 2003.

- Un représentant de l’OCVI a assisté à la Conférence des ONG en relation consultative avec les Nations Unies (CONGO), tenue à Genève (Suisse) du 4 au 6 décembre 2003.
- Un représentant de l’OCVI a assisté à la cinquante-septième Conférence annuelle du Département de l’information pour les organisations non gouvernementales sur le thème « Objectifs du Millénaire pour le développement : la société civile agit », tenue du 8 au 10 septembre 2004 au Siège des Nations Unies à New York.
- Un représentant de l’OCVI a participé au cinquième Séminaire international sur la « Gestion du patrimoine méditerranéen commun », organisé par le Centre de l’UNESCO pour le patrimoine mondial en collaboration avec la Bibliotheca Alexandrina de la ville d’Alexandrie (Égypte) du 29 au 31 mars 2005, en y présentant un document intitulé « Patrimoine architectural et urbain du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle des villes islamiques membres situées sur la mer Méditerranée ».
- Un représentant de l’OCVI a assisté à la treizième session de la Commission du développement durable, tenue au Siège des Nations Unies à New York du 11 au 22 avril 2005.
- Un représentant de l’OCVI a assisté à la cinquante-huitième Conférence annuelle du Département de l’information pour les organisations non gouvernementales, organisée sur le thème « Notre défi : voix pour la paix, partenariat et renouveau » au Siège des Nations Unies à New York, du 7 au 9 septembre 2005.
- Un représentant de l’OCVI a assisté à la seconde phase du Sommet mondial sur la société de l’information, tenue à Tunis (Tunisie) du 16 au 18 novembre 2005.
- Un représentant de l’OCVI a assisté à l’Observatoire de l’UNESCO sur le thème « Indicateurs de développement de la société de l’information », organisé par l’UNESCO, l’UNCTAD, la Banque mondiale et d’autres organismes en marge du Sommet mondial sur la société de l’information, à Tunis le 15 novembre 2005.
- Un représentant de l’OCVI a assisté à la Table ronde sur le thème « Façonner l’avenir par le savoir », organisée par l’UNESCO en marge du Sommet mondial sur la société de l’information, à Tunis le 17 novembre 2005.
- Un représentant de l’OCVI a assisté à la Réunion arabe de haut niveau sur les villes arabes durables, la sécurité d’occupation et la bonne gouvernance urbaine, organisée par la Commission économique et sociale pour l’Asie occidentale, au Caire (Égypte) du 15 au 18 décembre 2005.

- L’OCVI a participé à de nombreuses autres manifestations organisées par plusieurs organisations régionales et internationales autres que les Nations Unies pendant toute la période 2003-2006, consacrées à des questions touchant à l’agenda et aux objectifs des Nations Unies.
- L’OCVI a publié dans son journal semestriel les articles et documents suivants, qui se rapportent aux activités des Nations Unies et de ses diverses institutions :
 - Le texte intégral de la Déclaration de Johannesburg, publiée par le Sommet mondial pour le développement durable des Nations Unies qui s’est tenu à Johannesburg (Afrique du Sud) du 26 août au 4 septembre 2002 (éd. n° 34, avril 2003);
 - Un article intitulé « In cooperation with United Nations Development Programme (UNDP): The Municipality of Al-Madinah Al-Munawarah Establishes the First Urban Observatory » (En coopération avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) : la municipalité de Al-Madinah Al-Munawarah établit le premier observatoire urbain) (Éd. n° 35, mars 2004);
 - Un article sur « Dubaï International Award for Best Practices to improve the Living Environment » (Prix international de Dubaï pour les meilleures pratiques en vue d’améliorer le cadre de vie) (éd. n° 35, mars 2004);
 - Un article intitulé « The United Nations Human Settlements Programme (UN-Habitat) Establishes a Special Human Settlements Programme for the Palestinian People » (Le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) met en place un programme spécial d’établissement humain pour le peuple palestinien) (éd. n° 36, décembre 2004);
 - Le texte intégral de la Déclaration du Millénaire des Nations Unies (éd. n° 35, mars 2004);
 - Le texte intégral de la Déclaration sur les énergies renouvelables, Bonn (Allemagne), du 1^{er} au 4 juin 2004 (éd. n° 36, décembre 2004);
 - Un document sur la Journée mondiale de l’habitat 2004, sur le thème « Les villes : moteurs du développement rural ». L’OCVI a demandé à ses membres de célébrer cette occasion (éd. n° 36, décembre 2004);
 - Un document sur la cinquante-septième Conférence annuelle du Département de l’information pour les organisations non gouvernementales sur le thème « Objectifs du Millénaire pour le développement : la société civile agit », tenue du 8 au 10 septembre 2004 (éd. n° 37, juillet 2005);
 - Des informations et des documents concernant le Sommet mondial sur la société de l’information, notamment le texte intégral de l’Agenda de Tunis pour la Société de l’information et le texte intégral de l’Engagement de Tunis (éd. n° 38, mars 2006);
 - Un document sur la cinquante-huitième Conférence annuelle du Département de l’information pour les organisations non gouvernementales, organisée sur le thème « Notre défi : voix pour la paix, partenariat et renouveau » au Siège des Nations Unies à New York, du 7 au 9 septembre 2005 (éd. n° 38, mars 2006);

- Le texte intégral de la Déclaration des maires et dirigeants municipaux du monde sur les changements climatiques, présentée à l'occasion de la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique (CdP 11 et COP/MOP1), tenue le 7 décembre 2005 à Montréal (Canada) (éd. n° 38, mars 2006);
- Un document concernant la Réunion arabe de haut niveau sur les villes arabes durables, la sécurité d'occupation et la bonne gouvernance urbaine, organisée par la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, au Caire (Égypte) du 15 au 18 décembre 2005 (éd. n° 38, mars 2006).

5. Forum économique mondial

(Statut consultatif général : 1995)

Fondé en 1971, le Forum économique mondial, met l'esprit d'entreprise au service des intérêts du public pour favoriser la croissance économique et le progrès social dans le monde. Le Forum, dont les membres sont les 1 000 premières entreprises internationales, est « résolu à améliorer l'état du monde ». Il rassemble des personnalités internationales du secteur privé, de la politique, du monde universitaire et d'autres institutions pour dégager et échanger des idées, des points de vue et des connaissances sur les grandes questions d'actualité. Le Forum est fondé sur la conviction que les problèmes que pose la mondialisation ne peuvent pas être réglés par les seuls gouvernements ou entreprises. C'est pourquoi il est nécessaire d'établir un partenariat à l'échelle mondiale entre les dirigeants politiques, les chefs d'entreprise, les universitaires, les dirigeants syndicalistes et les représentants des autres institutions de la société civile, déterminés à améliorer l'état du monde.

Les réunions du Forum, en particulier la réunion qui a lieu chaque année à Davos, offrent un cadre exceptionnel pour la promotion du dialogue entre les hauts représentants des organismes des Nations Unies et les chefs d'entreprise. Le fait que le Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, ait choisi la réunion annuelle du Forum pour lancer l'Initiative des Nations Unies relative au Pacte mondial, une série de principes que divers acteurs s'engagent à respecter pour démontrer leur attachement à la citoyenneté mondiale, montre l'importance que le système des Nations Unies attache au Forum.

En établissant des contacts avec les ONG et en engageant un dialogue constructif, le Forum vise à associer la société civile au débat sur l'identification des questions qui exigeront une attention prioritaire de la communauté internationale. Depuis de nombreuses années, le Forum a établi des liens entre les secteurs privé et public et associe la société civile à ses travaux.

Dans le cadre des efforts qu'il déploie en faveur de la croissance économique et du progrès social, le Forum a lancé un certain nombre d'initiatives formelles et informelles en rapport avec le système des Nations Unies. Il a également mis au point divers projets à long terme visant à promouvoir le dialogue entre les organisations internationales, les ONG et le monde des affaires.

Divers responsables de programmes et chefs de secrétariat d'organismes des Nations Unies participent depuis de nombreuses années aux réunions annuelles et aux sommets régionaux. Les réunions du Forum leur donnent non seulement la possibilité de s'adresser directement aux dirigeants des plus grandes entreprises mondiales et à de nombreuses personnalités politiques pour leur faire part de leurs idées et de leurs ambitions, mais également d'établir des liens avec leurs homologues du secteur privé et de la société civile.

Pendant cette période, des initiatives fondamentales ont été élaborées qui ont donné un certain nombre de résultats concrets. Le Forum économique mondial a appris à exploiter son atout en tant que convocateur pour favoriser la création de partenariats public-privé de plus ou moins grande ampleur.

Des maladies telles que le virus de l'immunodéficience humaine/syndrome de l'immunodéficience acquis (VIH/sida), la tuberculose et le paludisme tuent des millions de personnes chaque année et assombrissent les perspectives économiques et sociales des pays en développement. Le secteur privé est un acteur central dans la lutte contre ces maladies. Les entreprises peuvent apporter d'importantes ressources en compétences, exécuter des programmes et accéder à des populations à risque, jouant ainsi un rôle complémentaire par rapport au secteur public et à la société civile. La Global Health Initiative consiste en une collaboration entre les entreprises membres du Forum économique mondial, notamment des organes fondamentaux des Nations Unies tels que le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) et les programmes de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) conçus pour faire reculer la tuberculose et le paludisme. Cette initiative coordonne l'interaction du secteur privé avec le Conseil du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, qui s'efforce d'accroître l'engagement du secteur privé dans des partenariats public-privé. Elle vise à la mise au point d'outils pour permettre aux entreprises de promouvoir de bonnes politiques et pratiques au sein de la main-d'œuvre et des communautés et encourager les partenariats à élaborer des politiques et des programmes.

Garantir une gestion efficace des ressources en eau est un autre défi mondial de première importance. En 2003, en association avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le Forum économique mondial a lancé l'Initiative en faveur de l'eau en vue d'améliorer la qualité et la quantité d'eau pour les entreprises et les communautés.

2003 : Les résultats obtenus grâce aux initiatives du Forum économique mondial sont notamment la collaboration avec la Banque mondiale et l'ONUSIDA pour réunir en Zambie des représentants du milieu de l'entreprise de 15 pays fortement touchés par le VIH, afin de mettre en commun les meilleures pratiques à adopter pour contrer le SIDA; et la publication des directives à appliquer sur le lieu de travail face au problème de la tuberculose, en partenariat avec l'OMS et l'Organisation internationale du Travail (OIT). Ces directives visent à aider les entreprises à faire face à cette maladie et sont disponibles en ligne sur le site www.weforum.org/globalhealth.

Le Forum économique mondial a lancé l'Initiative pour la gouvernance mondiale à sa réunion annuelle tenue du 21 au 25 janvier 2003 à New York, afin de suivre les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs économiques, sociaux et écologiques ambitieux énoncés dans la Déclaration du Millénaire des Nations Unies. À cette initiative sont associés sept groupes internationaux d'experts, spécialisés chacun dans l'évaluation des efforts et de la coopération entre les principaux acteurs qui s'efforcent d'atteindre ces objectifs. Les cibles énoncées dans la Déclaration vont de la réduction de moitié, d'ici à 2015, du nombre de personnes vivant dans la pauvreté à la recherche des moyens de mettre un terme aux guerres et d'écarter les risques liés à la propagation d'armes de destruction massive.

2004 : Un rapport émanant du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et de l'Initiative des micronutriments, *Avitaminose et déficit en sels minéraux*, a été présenté à la réunion annuelle, tenue le 20 janvier à Davos (Suisse). Selon les conclusions de ce rapport, les carences en vitamines de base et en sels minéraux nuisent à la santé d'un tiers de la population mondiale et freinent le développement économique de la plupart des pays de l'hémisphère sud. Toujours

selon les conclusions de ce rapport, ces carences sont préjudiciables au développement intellectuel, fragilisent les systèmes immunitaires, provoquent des malformations et sont la cause que 2 milliards de personnes vivent en deçà de leur potentiel physique et mental. Cette réunion annuelle a offert une excellente occasion d'identifier et d'essayer de relever les multiples défis à la sécurité, à la prospérité et à la paix dans le monde. À cette réunion, le Secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, a engagé les chefs d'entreprise à apporter leur soutien à la réalisation des objectifs du Millénaire et mis en garde contre un retour à la concurrence sauvage et à la « loi de la jungle ».

L'Initiative a continué d'œuvrer avec des entreprises et organismes membres du Forum tels que l'Organisation mondiale de la santé, le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida, l'Organisation mondiale du Travail et la Banque mondiale, en Afrique australe, en Inde et en Asie du Sud-Est. Elle a lancé l'*India Business Alliance to Stop TB* (Alliance des entreprises indiennes pour stopper la tuberculose) qui servira de modèle pour des initiatives similaires dans d'autres régions. Elle a également publié le premier rapport sur la riposte mondiale des entreprises contre le VIH/sida, dont il ressort que les entreprises ne jouent pas encore un rôle important dans la lutte contre la pandémie.

2005 : La contribution que les membres du Forum apportent à la citoyenneté mondiale est devenue manifeste après le tsunami qui a frappé l'Asie du Sud-Est en décembre 2004. À la demande du Centre logistique commun des Nations Unies, le Disaster Resource Network (DRN) du Forum a joué un rôle important dans l'action internationale de secours. Lancé il y a quatre ans, le DRN s'attache à constituer une alliance de partenaires économiques pour coordonner l'action de secours humanitaire sur quatre continents. Ses activités de secours et de redressement post-tsunami sont devenues un modèle de coopération public-privé pour ce type d'action. L'Équipe d'urgence du DRN, qui avait établi ses quartiers à l'aéroport international de Bandaranaike de Sri Lanka, a manutentionné plus de 7 400 tonnes d'approvisionnement de secours en 24 jours. Au total, le DRN a contribué à hauteur de 1,7 million de dollars des États-Unis aux activités et services bénévoles dans le cadre de l'action de secours d'urgence dans la région sinistrée.

Le Forum économique mondial a toujours reconnu la nécessité de faire appel à la société civile et d'encourager ses représentants à exprimer leurs points de vue à toutes les manifestations. Pendant la période 2004-2005, le Forum a continué de promouvoir des relations solides avec un plateau de plus en plus riche d'associations et d'organisations non gouvernementales. Ces relations se sont révélées utiles pour faire progresser des programmes tels que la Global Health Initiative et la Partnership Against Corruption Initiative, ce dernier bénéficiant, par exemple, de la participation de Transparency International. Parmi les autres ONG ayant apporté cette année-là une importante contribution aux activités du Forum, on peut citer Amnesty International, l'Alliance internationale d'aide à l'enfance, Oxfam et le WWF. Au total, 55 ONG ont participé à la réunion annuelle, tenue du 26 au 30 janvier 2005 à Davos (Suisse), où des organisations de la société civile suisse ont contribué au succès de l'Open Forum.

2006 : Disaster Resource Network-India a apporté une assistance technique à la construction de 400 logements dans le Poonch District de l'État du Jammu-et-Cachemire. La Global Health Initiative a donné une impulsion au cours d'une autre année intense, en amenant des entreprises à s'engager dans des partenariats public-

privé pour lutter contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme, et en aidant à promouvoir de nouveaux projets importants. Le but du nouveau programme « HIV/AIDS: Going Beyond Big Business » est de chercher les moyens de faire en sorte que des entreprises comme Forum Industry Partners Eskom, Unilever et Volkswagen puissent travailler avec les gouvernements, les ONG et les organisations internationales pour aider les petits et moyens fournisseurs à mettre en place des programmes de lutte contre le VIH/sida sur le lieu de travail. Ce programme a la capacité potentielle de toucher un million d'employés de petites et moyennes entreprises.

Assurer l'éducation de la prochaine génération de la population mondiale, toujours plus nombreuse, est une priorité urgente pour chacun d'entre nous. L'Initiative globale en faveur de l'éducation vise à utiliser les atouts du secteur privé, du gouvernement et de la société civile à l'appui de la réforme de l'éducation. Grâce à une approche durable axée sur la collaboration, les nouvelles technologies, en particulier la technologie de l'information et de la communication (TIC), ont permis de moderniser les systèmes éducatifs, les moyens d'acquisition de compétences et les moyens d'assurer un enseignement de qualité. L'Initiative globale en faveur de l'éducation en Jordanie, qui était le premier partenariat public-privé lancé par le Forum en 2003, a apporté son aide à 82 000 élèves et formé plus de 3 500 enseignants du système éducatif public. En Jordanie, 100 écoles « Discovery » sont désormais entièrement raccordées entre elles et au réseau, avec un accès à des laboratoires informatiques. Le Forum a appliqué les enseignements tirés de son expérience jordanienne à d'autres initiatives nouvelles en matière d'éducation. L'Initiative en faveur de l'éducation au Rajasthan, par exemple, utilise des modèles de partenariat public-privé adaptés aux besoins locaux pour améliorer les résultats de l'éducation. Le Gouvernement égyptien, quant à lui, compte bien toucher plus de 2,5 millions d'étudiants et 250 000 enseignants par le biais de l'Initiative égyptienne en faveur de l'éducation. Le Forum économique mondial travaille désormais avec ses partenaires de l'Initiative globale en faveur de l'éducation pour développer une série d'activités en vue de stimuler et mobiliser des partenariats public-privé dans le domaine de l'éducation au niveau mondial, et œuvre comme partenaire d'institutions éducatives centrales telles que l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).